



# INFOSYGADE



BULLETIN DU PROGRAMME DE GESTION DE LA DETTE-SYGADE

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

N°16, 1<sup>er</sup> semestre 2004

## > Editorial

Depuis le précédent bulletin, le Programme de gestion de la dette-SYGADE, dont le titre a légèrement changé (il s'appelait auparavant Programme SYGADE), a connu un accroissement de son champ d'activités, une augmentation du nombre d'institutions clientes, une semaine exceptionnelle de réunions sur la gestion de la dette et le développement et la sortie d'une version notablement améliorée du logiciel SYGADE, version 5.3, qui inclue une version arabe.

Cette dernière version du logiciel de gestion de la dette de la CNUCED présente de nombreuses nouveautés fonctionnelles et techniques, notamment un nouveau module sur les bons, de nouvelles fonctions de sécurité et de production d'états de sortie et de statistiques, ainsi qu'une révision de la classification et de la codification des instruments de dette, laquelle simplifie grandement l'application des normes internationales relatives à l'établissement des statistiques sur la dette. L'implantation de la version 5.3 dans les pays du SYGADE constituera assurément un objectif primordial du Programme dans les années à venir. Cette version, achevée et testée avec succès à la fin de 2003, a déjà été installée, au premier trimestre de 2004, en Argentine, au Chili, au Panama et en République arabe syrienne.

Avec chaque nouvelle version de son logiciel, de même qu'avec chaque nouvelle activité qu'il organise, le Programme espère renforcer la capacité des gouvernements à relever les défis posés par la gestion de la dette. Pour apporter une réponse directe à ces défis et collaborer à la recherche des meilleures solutions et pratiques concernant la gestion de la dette, le Programme organise chaque année le Groupe consultatif du SYGADE et tous les deux ans la Conférence interrégionale de la CNUCED sur la gestion de la dette. De plus, il sert de secrétariat à l'Association mondiale des bureaux de gestion de la dette (WADMO). Pour la première fois, en novembre 2003, le Programme a décidé d'organiser simultanément la réunion du Groupe consultatif et l'assemblée générale de WADMO. Des débats sur certaines des questions les plus actuelles concernant la gestion de la dette ont ainsi eu lieu entre administrateurs chargés de la dette venus de plus de 90 pays et avec des représentants des principales institutions internationales et régionales. Dans l'ensemble, quelque 300 délégués y ont assisté.

**Dans la perspective des résolutions adoptées par les Nations Unies sur la dette, des objectifs de développement du Millénaire et du consensus de Monterrey, ces réunions soulignent l'importance de la coopération internationale, notamment de notre rôle, pour aider les pays à renforcer la gestion de leur dette.** Qui plus est, en décembre 2003, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution sur la crise de la dette extérieure et le développement (A/RES/58/203) qui "invite la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, agissant en coopération avec les banques régionales, les commissions régionales et les institutions multilatérales, d'étudier la possibilité de créer un groupe consultatif sur la gestion de la dette extérieure, en vue de définir des pratiques optimales et de renforcer la capacité institutionnelle des pays en

développement en ce qui concerne la gestion de la dette, en tenant compte des travaux déjà réalisés à ce sujet" (para. 17).

Il est certain que ce groupe renforcera notre capacité à fournir une assistance aux autres "parties" : nos homologues que nous servons en tant que fonctionnaires internationaux, nos partenaires associés à la gestion de la dette et nos collègues avec qui nous travaillons au quotidien. En dernier ressort, le renforcement des capacités concerne tant la coopération que les personnes. Cette motivation constitue le pivot du Programme de gestion de la dette-SYGADE et c'est dans cet esprit que nous vouons tous nos efforts à améliorer sans cesse les services que nous fournissons aux pays.

## SOMMAIRE :

- > **TEMPS FORTS DU SYGADE** .....2
  - SORTIE DE LA VERSION 5.3 DE SYGADE .....2
  - QUATRIÈME CONFÉRENCE INTERRÉGIONALE DE LA CNUCED SUR LA GESTION DE LA DETTE/WADMO/ GROUPE CONSULTATIF .....2
  - NOUVEAU MODULE CONCERNANT LA PRODUCTION D'UN BULLETIN STATISTIQUE SUR LA DETTE .....4
- > **RUBRIQUE PAYS** .....5
  - LE SYGADE EN RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE / SORTIE DE LA VERSION ARABE DE SYGADE 5.3 .....5
  - YÉMEN : ATELIER SUR L'ANALYSE DE LA VIABILITÉ DE LA DETTE .....5
  - L'ACTUALITÉ DES PROJETS .....5
- > **RUBRIQUE TECHNIQUE** .....6
  - TEST BÊTA DE SYGADE 5.3 EN ARGENTINE .....6
  - AVANTAGES DES NOUVEAUX OUTILS ORACLE UTILISÉS POUR DÉVELOPPER SYGADE 5.3 .....6
  - QUESTIONS FRÉQUEMMENT POSÉES SUR SYGADE ...7
- > **RUBRIQUE ÉCONOMIQUE** .....8
  - SUR LA VIABILITÉ DE LA DETTE .....8
  - POUR MESURER LE FARDEAU RÉEL DE LA DETTE, UN NOUVEL INDICATEUR .....9
- > **ACTIVITÉS** .....10
  - RÉUNIONS .....10
  - ATELIERS .....10
- > **NOUVELLES DE L'ÉQUIPE DU SYGADE** .....11
  - DÉPARTS .....11
  - NOMINATIONS .....11
  - CONSULTANTS DU SYGADE .....11
  - PERSONNEL DU PROGRAMME SYGADE .....12

### > Sortie de la version 5.3 de SYGADE

Sortie officiellement le 31 décembre 2003, SYGADE 5.3 fait une plus large place aux instruments des marchés de capitaux grâce à son module amélioré sur les bons. En outre, elle contient de nouvelles fonctionnalités relatives aux états de sortie, à la production de statistiques, au traitement de la dette des gouvernements locaux, à la gestion de crédits renouvelables, à la capitalisation des intérêts et aux prêts au Fonds asiatique de développement. Elle offre également une révision de la classification et codification des instruments de dette, ce qui simplifie grandement l'application des normes internationales relatives à l'établissement de statistiques sur la dette.

Dans les nouveautés techniques figure une nouvelle fonction de gestion du mot de passe qui permet d'attribuer à des groupes exclusifs d'utilisateurs des ensembles d'instruments (par exemple, prêts, dons, bons). Une autre nouveauté est la possibilité d'exporter les données prêt par prêt vers le Modèle de viabilité de la dette (DSM+).

SYGADE 5.3 a été testé avec succès en novembre 2003, à Genève, sur une base de données simulée, ce qui a permis de le tester sur une base réelle en Argentine, en décembre (voir plus loin l'article Test bêta de la version 5.3 en Argentine). Cette version sera mise à disposition d'un certain nombre d'institutions en 2004, dans le cadre des activités de projet menées dans les pays par le Programme. Elle a déjà été installée en Argentine, au Chili, au Panama et République arabe syrienne.

La version 5.3 existe (ou existera bientôt) en anglais, espagnol, français, russe et, pour la première fois, en arabe. Pour tous renseignements complémentaires, n'hésitez pas à contacter le Programme ou à consulter la Note d'information du SYGADE N°1 (disponible sur le site internet du Programme [www.unctad.org/dmfas](http://www.unctad.org/dmfas)).



Formateurs - actuels et futurs - à la version 5.3 de SYGADE, réunis à Genève du 22 au 26 mars 2004 pour s'initier à ses nouveautés fonctionnelles et techniques.

### > Quatrième Conférence interrégionale de la CNUCED sur la gestion de la dette/WADMO/Groupe consultatif

Les responsables de la gestion de la dette souveraine de plus de 90 pays (essentiellement à faible et moyen revenu) ainsi que des représentants d'un grand nombre d'organisations

internationales et régionales sont venus à Genève du 10 au 14 novembre 2003 pour participer à une semaine de réunions sur la gestion de la dette. Organisées par le Programme de gestion de la dette-SYGADE, ces réunions ont donné aux plus de 300 délégués présents l'occasion de s'entretenir sur les questions les plus pertinentes concernant la gestion de la dette aujourd'hui et d'échanger leurs expériences.

Les débats ont porté sur les questions suivantes : dette intérieure, développement des marchés régionaux de capitaux, évolution récente en matière de réaménagement de la dette au Club de Paris, clauses d'action collective et mécanismes de réaménagement de la dette souveraine, communication de données statistiques, mécanismes institutionnels de gestion de la dette publique et incidences de Bâle II sur les prêts accordés aux pays en développement. L'examen de chacun de ces thèmes s'est fondé sur des exposés et contributions d'un groupe d'experts de haut niveau. Les documents présentés, de même que les résumés des débats, figureront au compte rendu de la conférence. Entre-temps, ces résumés ainsi que de nombreux exposés peuvent être consultés sur le site internet du Programme, [www.unctad.org/dmfas](http://www.unctad.org/dmfas), les documents concernant Bâle II et le procès-verbal de l'assemblée générale de WADMO sur le site internet [www.wadmo.net](http://www.wadmo.net). Les conclusions des réunions-débats figurent ci-après.

#### Viabilité de la dette intérieure

Le groupe d'experts a conclu que la viabilité de la dette dépend de politiques macro-économiques et budgétaires saines. Il a également souligné la nécessité de dépasser les indicateurs traditionnels et de considérer la viabilité de la dette comme un processus nécessitant des politiques budgétaires, monétaires et financières distinctes mais étroitement coordonnées. Il conviendrait de mettre progressivement en place des marchés intérieurs de la dette. Le placement d'émissions à long terme sera possible à mesure que les investisseurs prendront confiance par suite d'une gestion macro-économique prudente. Le groupe d'experts est également convenu qu'un équilibre s'impose entre les besoins de portefeuille des investisseurs et l'objectif des gouvernements qui est le développement durable et à long terme du marché.

#### Marchés de capitaux régionaux

Les débats ont porté sur les avantages d'un essor des marchés régionaux de capitaux comme variante de financement à la place des emprunts bancaires, permettant notamment de surmonter certains des obstacles rencontrés par les pays en développement pour émettre des titres sur les marchés obligataires internationaux. Les initiatives en Amérique latine et en Asie du sud ont été prises comme exemple pour illustrer les avantages résultant du développement de tels marchés ainsi que les difficultés rencontrées par les pays qui y ont participé. La plus grande liquidité des marchés régionaux par rapport aux marchés intérieurs et leur capacité accrue d'absorption des grandes émissions ont été reconnues comme leurs principaux avantages. Toutefois, le groupe a estimé qu'il reste un certain nombre de questions en suspens, telles que la nécessité d'une meilleure transparence, d'une harmonisation des lois fiscales, de meilleures pratiques concernant la communication d'information, l'élaboration de nouveaux instruments et la création de mécanismes qui font respecter les droits des créanciers.

## Réaménagement du Club de Paris

Le groupe d'expert a conclu que l'approche d'Evian, envisagée par le G-8 et les créanciers du Club de Paris, est une innovation prometteuse en matière de réaménagement de la dette : elle porte explicitement sur la viabilité de la dette (problèmes de solvabilité à long terme plus que de liquidités à court terme) et prévoit la possibilité de réduire la dette des pays à faible et moyen revenu, ce qui auparavant n'était fait que de manière ponctuelle. L'approche d'Evian est motivée par l'échec du mécanisme de restructuration de la dette souveraine (MRDS) proposé par le Fonds monétaire international (FMI), l'importance croissante des créanciers privés sur les nouveaux marchés et les progrès réalisés par le FMI et la Banque mondiale dans la création d'instruments d'analyse de la viabilité. Le groupe d'experts a souligné que l'approche d'Evian, applicable à tous les pays non PPTE (pays pauvres très endettés), instaure non pas de nouvelles conditions mais un traitement au cas par cas cherchant à rendre la dette viable grâce à différentes voies dont notamment l'annulation de dettes, le recours accru aux conversions de dettes et la modification de la date butoir. Plusieurs questions ont été soulevées, en particulier le rôle du FMI en tant qu'arbitre final de la viabilité, le lien continu entre le Club de Paris et la conditionnalité du FMI, les difficultés à établir une méthodologie claire pour modifier la date butoir, la répartition du fardeau de la dette entre créanciers du Club de Paris et la participation de créanciers non membres dudit Club.

## Cluses d'action collective (CAC) et réaménagement de la dette souveraine

Il a été conclu que les clauses d'action collective (CAC) se généralisent pour les émissions de titres souverains et que les craintes d'une augmentation des écarts de cours et des coûts de la dette pour les marchés obligataires émergents ne se sont pas concrétisées. Le groupe d'experts a souligné les efforts de plusieurs organismes, dont du secteur privé, le G-8, le G-20 et l'Union européenne, pour encourager le recours aux CAC dans les émissions de titres étrangers des Etats Membres. L'Association internationale du marché primaire (Londres) a, dans un exposé, privilégié cette démarche contractuelle en fonction du marché par rapport à une conception plus réglementaire et souligné l'importance d'une normalisation des CAC. Le groupe d'expert s'est préoccupé de la multiplication de comités d'obligataires (source de hausses des coûts de réaménagement pour les émetteurs des marchés émergents). Il a également fait valoir que lors du réaménagement de bons assortis de CAC, les créanciers se présenteront tout naturellement si les débiteurs négocient de bonne foi.

Il a été conclu que l'échec de la proposition d'un MRDS laisse subsister nombre d'options concernant le réaménagement de la dette souveraine qu'il faudra aborder dans les études

futures : notamment le recours aux CAC, les diverses propositions de codes de conduite et les changements dans la politique d'accès du FMI. Le changement volontaire par l'Uruguay du profil de sa dette a servi d'exemple de réaménagement novateur fondé étroitement sur des consultations et les meilleures pratiques découlant du marché. Dans l'ensemble, les participants ont estimé qu'il reste à tirer les conclusions des crises de la dette des années 80 et 90 et qu'il faut s'employer davantage à encourager les états à régler les problèmes d'endettement *avant* la survenance d'une crise et également instaurer un système qui garantisse transparence et disponibilité des données sur la dette.

## Communication de données statistiques

Les participants ont présenté la situation actuelle dans le domaine de la communication de données sur la dette. La crise financière de 1997 en Asie, qui a révélé les limites existant dans les données des débiteurs actuels, en particulier concernant la dette extérieure à court terme, a suscité le réexamen de la communication de données statistiques sur la dette. Les présentations ont porté sur les points suivants :

- Origine et portée des statistiques financières internationales de la BRI et amélioration des données
- Principe de comptabilisation des intérêts courus non échus : cas de la Slovaquie
- Questions relatives à la communication de données statistiques par la Banque mondiale
- Commission de la dette publique de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) et son rôle
- Enregistrement et statistiques de la dette dans les pays pauvres très endettés (PPTE)



Participants à la quatrième Conférence interrégionale de la CNUCED sur la gestion de la dette, 10 et 11 novembre 2003

## Bâle II

La proposition de Bâle II marque une amélioration par rapport à l'Accord en vigueur, mais le groupe d'experts est convenu qu'elle soulève divers problèmes pour les pays en développement, à savoir : (a) exigences financières dissuasives pour les prêteurs avec les notations les plus basses qui entraînent une hausse des coûts financiers pour les pays en développement et les excluent effectivement des marchés du crédit; (b) dépendance de Bâle II à l'égard des agences de notation du risque qui ont été considérées

comme inopportunes pour apprécier les conditions économiques dans les pays en développement, en particulier durant les crises ; (c) la tendance permanente pour les prêts à court terme ; (d) nécessité d'accroître la représentation des pays en développement au sein du Comité de Bâle ; (e) manque de reconnaissance dans l'accord de Bâle II de l'existence d'un portefeuille diversifié (pays développés/pays en développement) au lieu d'un portefeuille centré exclusivement sur les économies de l'OCDE ; et (f) difficultés à mettre en œuvre l'accord de Bâle II d'ici la date limite de 2007, étant donné que les ressources allouées à la surveillance sont

limitées. Les points sur les exigences financières dissuasives, les agences de notation et les prêts à court terme ont été considérés comme posant particulièrement problème étant donné leur rôle dans les récentes crises qui ont secoué les marchés émergents et eu égard au déclin sensible des prêts accordés aux pays en développement ainsi qu'à la nécessité d'ajuster les cycles de croissance/faillite que connaît l'économie mondiale.

### > Nouveau module concernant la production d'un bulletin statistique sur la dette

Conformément à sa nouvelle approche modulaire destinée à créer un programme de formation complet composé de matériel pour le renforcement des capacités de gestion de la dette, le Programme vient d'entreprendre l'élaboration de son deuxième module. Il s'agit de la production d'un bulletin statistique sur la dette (venant à la suite du premier module sur la validation des données) qui doit être prêt d'ici la fin de l'année.

L'initiative visant à produire un module sur les statistiques de la dette et à aider les pays à présenter des données fiables, concordantes et en temps opportun arrive à point. On reconnaît de plus en plus l'importance grandissante des questions liées à la dette dans l'économie et le fait que décideurs, marchés financiers, organisations internationales, chercheurs et grand public requièrent dans ce domaine des informations actualisées, concordantes, fiables et transparentes. Les récentes crises financières ont quant à elles révélé le manque de données actualisées et fiables. L'observation de certaines pratiques nationales contradictoires dans la publication de statistiques sur la dette a encore favorisé cette tendance.



Atelier de travail consacré à la production d'un bulletin statistique, 29 mars-2 avril 2004, Genève.

De surcroît, les nombreux pays qui utilisent le logiciel SYGADE disposent désormais de bases de données opérationnelles et sont à même de fournir des statistiques sur la dette ou peuvent le faire moyennant un appui complémentaire. Dans le *Rapport annuel 2003* du Programme, un examen général de l'état opérationnel du SYGADE révèle que sur les 88 institutions nationales qui l'utilisent, 69 s'en servent pour la production de rapports internes et 54 pour leurs bulletins statistiques, voire d'autres publications périodiques.

Le module concernant les statistiques de la dette vise à compléter la publication *Statistiques de la dette extérieure : Guide pour les statisticiens et les utilisateurs*, (le *Guide*). Le *Guide* fournit un cadre conceptuel global et une orientation en matière de concepts, définitions et classification des données sur la dette extérieure et présente les sources et techniques nécessaires pour établir ces données ainsi que leur utilisation à des fins d'analyse. Le module appliquera les recommandations du *Guide*, mais aussi rétablira l'équilibre entre ces recommandations et l'établissement effectif de statistiques. Néanmoins, il dépasse le *Guide* dans les domaines suivants :

- Il incorpore la dette publique intérieure.
- Il aborde certaines classifications appropriées absentes du *Guide*.
- Il traite de questions telles que la fréquence, la production dans les délais, l'étendue, les ressources et l'établissement d'un calendrier des publications.
- Il fournit un appui, au niveau du pays, pour la production d'un bulletin statistique sur la dette.

Le résultat attendu de cet ensemble d'activités, à l'échelon national, est la publication d'un bulletin statistique sur la dette dont le contenu, les délais de production et la périodicité auront été bien définis et qui contiendra des tableaux et concepts clairs et pertinents conformes aux normes internationales les plus récentes.

Le Programme de gestion de la dette-SYGADE distribuera le module aux pays lors d'ateliers nationaux et régionaux. Il fournira à la demande un appui complémentaire. Le module comprend :

- Un manuel du participant sur l'élaboration d'un bulletin statistique de la dette
- Des documents de référence, y compris des extraits du *Guide* et des documents concernant le Système général de diffusion des données (SGDD), la Norme spéciale de diffusion des données (NSDD), le Cadre d'évaluation de la qualité des données (CEQD), les *Statistiques conjointes BRI-FMI-OCDE-BM sur la dette extérieure*, les prescriptions relatives à la balance des paiements et à la position en matière d'investissements internationaux
- Des présentations PowerPoint et autres
- Un ensemble d'outils à l'appui de l'élaboration d'un bulletin statistique sur la dette

A ce jour, a été élaboré un avant-projet de manuel du participant sur l'établissement d'un bulletin statistique sur la dette. Il a été suivi d'un atelier à Genève (29 mars-2 avril 2004), où des consultants et l'équipe centrale du SYGADE, des représentants du FMI et de la Banque mondiale en ont largement débattu. Il a ensuite été présenté à quatre pays membres de l'Institut de gestion macro-économique et financière (MEFMI) qui utilisent le SYGADE (Angola, Ouganda, Zambie et Zimbabwe), lors d'un atelier régional organisé par la CNUCED et le MEFMI, à Harare du 26 au 30 avril 2004, sur des questions liées à l'établissement d'un bulletin statistique. D'autres activités connexes devraient être entreprises durant l'année. Le module intégral devrait être achevé d'ici la fin de 2004.

## > Le SYGADE en République arabe syrienne / Sortie de la version arabe de SYGADE 5.3

Le logiciel du SYGADE existe désormais en arabe ! Cela tient pour beaucoup à un descriptif de projet signé en 2001 avec la République arabe syrienne, laquelle a accepté de financer en partie le coût de la traduction arabe. Le Programme a développé la version arabe de SYGADE 5.3 qui a été installée en février 2004 dans ce pays. L'écran de saisie des informations générales concernant les prêts, en version arabe, se présente comme suit :

Le Programme a découvert avec satisfaction dans le quotidien syrien *Tishreen* un article contenant un entretien avec M. Bashar Kabbarah, Gouverneur de la Banque centrale de Syrie, qui décrit la mise en œuvre du projet.

M. Kabbarah explique comment le projet d'installation de SYGADE à la banque centrale entend renforcer la capacité technique de cette institution à remplir les obligations extérieures du pays et permettre un suivi plus rigoureux du remboursement de ses emprunts, ainsi que d'aider le pays à formuler une stratégie de viabilité de sa dette. Il a fait valoir le fait que SYGADE contient de nombreuses fonctions importantes qui peuvent aider les responsables : il permet de constituer une base de données sur la dette et, à l'utilisateur, d'établir quantité d'états de sortie et de statistiques sur tous types de dettes - avec grande précision et rapidité -, ainsi que des données selon la classification requise (notamment par monnaie, pays créditeur, débiteur).

M. Kabbarah décrit également comment le SYGADE a pu contribuer à formuler différents scénarios de financement des déficits de la balance des paiements, de rééchelonnement de la dette, ou même de négociation de nouveaux prêts. A cet effet, le système utilise les indicateurs macro-économiques, les renseignements fournis par la balance des paiements et les données sur la dette stockées dans la base de données. M. Kabbarah a expliqué que, malgré une balance des paiements positive, la Banque a toujours cherché à obtenir des outils qui l'aide à soutenir la situation monétaire et financière du pays : SYGADE en est un exemple. Enfin, il a ajouté que le projet se compose d'un nouvel équipement informatique, d'un logiciel (SYGADE) et d'ateliers de formation. Il a remercié la CNUCED, le Programme des Nations Unies pour le développement et les administrations locales de leur rôle constructif dans la mise en œuvre de ce nouveau projet.

## > Yémen : atelier sur l'analyse de la viabilité de la dette

"Des rapports détaillés sur les emprunts et l'assistance extérieurs peuvent désormais s'obtenir en appuyant sur un bouton." C'est ainsi que M. Ahmed Al-Samawi, Gouverneur de la Banque centrale du Yémen, a décrit l'état d'utilisation de SYGADE et de DSM+ au Yémen, lors d'un atelier sur la viabilité de la dette. Cet atelier, tenu du 6 au 11 mars 2004 à la Banque centrale du Yémen, a été coorganisé par le Ministère des finances et le Ministère de la planification et de la coopération internationale. Il visait à aider le pays à analyser ses besoins de financement extérieur ainsi qu'à formuler une stratégie d'endettement qui soit efficace en terme de coût et viable.

En 1998, le montant global de la dette extérieure s'élevait à 11 milliards de dollars des Etats-Unis. Depuis, grâce à l'assistance d'institutions internationales et de donateurs bilatéraux, il a été ramené au niveau viable de 5,4 milliards. Tous les nouveaux prêts doivent dorénavant être consentis à des conditions préférentielles. Moyennant des opérations de rachat (15 millions de dollars) financées par un don de la Banque mondiale et d'autres pays donateurs, un montant de 650 millions de dollars de la dette officielle commerciale pourrait être annulé.



## > L'actualité des projets

**Congo.** En septembre 2003, le Congo est devenu le soixante-deuxième pays à choisir SYGADE pour informatiser les données sur sa dette et à recevoir une assistance sous forme de coopération technique du SYGADE pour la gestion de sa dette. L'Association internationale de développement (AID) de la Banque mondiale a financé ce nouveau projet. Les activités du projet ont commencé au début de 2004 par un atelier de formation du personnel informatique (Gabon), suivi en avril de l'installation, avec formation à l'appui, de SYGADE 5.3. En octobre 2003, les administrateurs chargés de la dette à la Caisse congolaise d'Amortissement étaient déjà prêts pour participer à un atelier SYGADE/Pôle-Dette (à Brazzaville) portant sur une formation informatique et les fonctionnalités avancées d'Oracle Browser.

**Honduras.** Un nouveau projet est prévu pour développer un lien entre SYGADE et le système intégré de gestion financière du Gouvernement (SIAFI). Un protocole d'accord a déjà été signé. Le projet comprendra une mission d'évaluation des besoins ainsi qu'une assistance à la

## >> RUBRIQUE PAYS

conception fonctionnelle et matérielle du lien et sa validation. Le lien doit être compatible avec la version 5.3 de SYGADE, laquelle sera implantée aux termes d'un accord distinct.

**Indonésie.** En novembre 2003, la Banque centrale d'Indonésie (Banque d'Indonésie) a décidé de renforcer sa capacité à gérer sa dette extérieure en adoptant SYGADE. L'installation du logiciel exigera la conversion de la base de données sur la dette à partir du système de gestion existant. Le SYGADE est installé au Ministère des finances depuis 1988.

**République Dominicaine.** Un nouveau document de projet a été signé entre le Secrétariat d'Etat aux finances et la CNUCED en octobre 2003. A ce titre, une mission a été envoyée sur place en novembre 2003 aux fins d'installer la version 5.2 de SYGADE et de former le personnel à son utilisation. Elle a également actualisé l'installation existante à la Banque centrale.



Représentants de la Banque d'Indonésie et de la CNUCED lors de la signature du premier document de projet de la banque avec le Programme de gestion de la dette-SYGADE.

## >> RUBRIQUE TECHNIQUE

### > Test bêta de SYGADE 5.3 en Argentine

Après un premier test concluant de SYGADE 5.3 sur une base de données simulée en novembre 2003, à Genève, le Programme a pu organiser début décembre le test bêta (avant la sortie) du logiciel sur une base de données réelle. Cet exercice a eu lieu au Service de la dette du Ministère argentin des finances.

L'objectif de ce test pilote était de procéder à un test utilisateur de la nouvelle version pour s'assurer que toutes les fonctions marchaient correctement, déceler d'éventuelles erreurs et recevoir des utilisateurs des suggestions d'améliorations. L'équipe de test était divisée en trois sous-groupes :

- **Groupe des utilisateurs finaux**, composé d'utilisateurs argentins - chargé d'effectuer tous les tests et de présenter les conclusions au groupe d'appui aux tests ;
- **Groupe d'appui aux tests**, formé du personnel de l'équipe centrale du SYGADE - chargé de la coordonner le test, d'analyser et de consigner les conclusions ; et
- **Groupe d'appui technique**, comprenant le personnel technique de l'équipe centrale du SYGADE - chargé de fournir un soutien technique aux autres groupes. Il a également examiné les anomalies signalées et opéré les modifications nécessaires à la bonne poursuite du test.

Le logiciel a été installé sur un réseau (un serveur et deux postes de travail).

#### Conversion

Un sous-ensemble de prêts a été attribué à chaque membre des groupes de test aux fins de vérifier que les données de SYGADE 5.2 ont été correctement converties au format 5.3. On a, pour ce faire, imprimé les états de sortie prévus dans le programme de conversion.

#### Conclusions

- Toutes les anomalies et les suggestions d'améliorations ont été communiquées au groupe d'appui technique durant la mission.
- Plus de la moitié des erreurs constatées ont été corrigées durant la mission et le groupe des utilisateurs finaux a procédé à un nouveau test.
- Le test a permis de corriger toutes erreurs subsistantes avant l'installation de SYGADE 5.3 à Panama, fin janvier 2004.
- La mission a donné l'occasion d'évaluer, de concert avec les Argentins, les incidences qu'aura l'implantation de la version 5.3 sur les systèmes connexes (lien SIDIF - système intégré d'information financière - et base de données Access).

### > Avantages des nouveaux outils Oracle utilisés pour développer SYGADE 5.3

Le Programme de gestion de la dette-SYGADE tire parti des progrès technologiques d'Oracle pour continuer à perfectionner son propre système. Les nouveaux outils de développement Oracle - Oracle Forms et Reports 6i - ont été appliqués au SYGADE 5.3. La plupart de leurs avantages sont internes (non apparents à l'utilisateur), mais offrent une plate-forme plus sûre et moins gourmande en ressources. Les caractéristiques internes et externes les plus intéressantes pour les utilisateurs du SYGADE sont brièvement décrites ci-après. D'autres, liées aux environnements Web, ne concernent pas l'utilisation de SYGADE.

#### Caractéristiques internes

- Supporte Windows 95, 98, NT 4.0 et 2000 (à ce jour, Oracle n'a pas confirmé la compatibilité de ses outils avec Windows XP.)
- Supporte les versions de bases de données Oracle 8i et 9i. (9.0.1.x)
- Coexistence avec d'autres versions d'outils Oracle tels que :
  - Developer 1.6.1
  - Developer 2.1

Ces caractéristiques permettent à d'autres systèmes développés sur les versions ci-dessus de coexister avec l'installation SYGADE.

- Meilleure capacité de Forms 6i qui facilite les fonctions d'Oracle8i :
  - Fonction d'anticipation des données (pre-fetch) automatique, ce qui permet une récupération plus rapide des données.
  - Déclancheur INSTEAD-OF pour actualiser les vues. Ce procédé (transparent pour l'utilisateur) permet l'utilisation des vues sur les Forms, facilitant le travail avec différents écrans.
  - Diagnostics de Forms runtime qui facilitent le débogage du système.

### Caractéristiques externes

- Amélioration de l'environnement graphique général des forms, permettant un affichage des données avec une résolution supérieure.
- Amélioration de la génération de fichiers à partir d'Oracle Reports 6i. Les utilisateurs peuvent générer un état dans sept formats de fichier différents. C'est un progrès important pour le partage des informations de la base de données SYGADE.

### Génération de fichiers d'états de sortie

Comme indiqué ci-dessus, Oracle Forms 6i a amélioré son mode de génération de fichiers du système d'exploitation. Le changement le plus important dans les outils est la génération de fichiers dans les formats suivants :

- PDF (format PDF). Compatible avec le logiciel Acrobat d'Adobe®.
- HTML & feuille de styles HTML. Compatible avec les deux versions du langage de balisage pour les hypertextes (hypertext mark-up language).
- RTF (Rich Text Format), compatible avec les documents Word de Microsoft.
- PostScript, compatible avec le langage PostScript d'Adobe. Il s'agit d'un langage informatique capable de générer des images graphiques (avec texte) sans faire appel à d'autres installations particulières (telles qu'une imprimante).
- Texte séparé par des virgules (fichiers texte ASCII séparés par virgules).
- Texte/XML (Extensible Markup Language : langage de balisage extensible). Compatible avec le langage développé par le W3C. XML est un langage propre aux documents Web. Il permet aux concepteurs de créer leurs propres marqueurs, ce qui permet de définir, transmettre, valider et d'interpréter des données entre applications et entre organisations.

Le procédé pour générer l'un des types de fichiers décrits ci-dessus est très simple. L'utilisateur génère l'état de sortie voulu dans "Report Previewer", il sélectionne dans le menu *Fichier > Générer dans fichier* et il choisit le format du fichier. Le fichier, avec la même mise en page que l'état affiché à l'écran, sera généré sur l'ordinateur de l'utilisateur, dans le répertoire défini comme "Répertoire de travail" du raccourci SYGADE.

## > Questions fréquemment posées sur SYGADE

**Les outils Oracle utilisés pour exploiter SYGADE sont-ils les mêmes pour les versions 5.2 et 5.3 ?**

**Réponse :** Non, on utilise différentes versions d'Oracle Forms and Reports pour SYGADE 5.2 et 5.3. SYGADE 5.2 utilise Oracle Forms 4.5 (Oracle Tools Release 1.6.1) alors que SYGADE 5.3 utilise Oracle Forms 6, patch 14. Quant à l'élaboration de requêtes pour les états de sortie personnalisés, les deux versions peuvent utiliser Oracle Browser. En outre, avec SYGADE 5.3 il est possible d'utiliser Query Builder (compris dans Forms 6) à la place d'Oracle Browser. Les versions runtime de Forms and Reports d'Oracle Forms 6 peuvent être distribuées sans coût supplémentaire pour le client. S'agissant de Query Builder, nous attendons la confirmation d'Oracle pour le distribuer gratuitement.

**Quand Oracle 8.1.7i est installé à partir du CD sur un Pentium 4, la fenêtre Oracle Installer apparaît puis disparaît. Pourquoi ?**

**Réponse :** C'est un bogue d'Oracle Universal Installer à partir du CD d'Oracle 8.1.7i (Standard Ed). Une solution consiste à copier l'intégralité de ce CD dans votre disque dur. Recherchez dans le disque dur le fichier SYMCJIT.DLL et renommez-le, directement à partir de la copie Oracle 8.1.7i, en SYMCJIT.OLD. Veillez à renommer toutes les occurrences de SYMCJIT.DLL. Vous pouvez alors installer Oracle 8.1.7i à partir du disque dur en cliquant sur SETUP.EXE.

**Comment faire une sauvegarde de la base de données SYGADE ?**

**Réponse :** Il existe trois façons de faire une sauvegarde de la base de données SYGADE :

- *Par une sauvegarde de réseau standard.* Elle s'effectue automatiquement à la fin de chaque journée de travail ; la base de données doit être fermée moyennant l'option "immediate".
- *Par sauvegarde à froid (cold backup) des fichiers de donnée.* Les fichiers de données physiques (normalement situés dans l'unité de disque:\oradata\dms1) sont copiés une fois que la base de données a été fermée au moyen de l'option "immediate".
- *Par exportation intégrale de la base de données.* Il s'agit d'une sauvegarde portable des données créée par la fonction d'exportation d'Oracle.

Pour effectuer une exportation complète, créez un fichier de paramètres, EXP\_FULL.PAR (dans l'unité de repertoire:\oradba\admin\dms1\export), qui contient ces lignes:

```
FILE=drive:\oradba\admin\dms1\export\DMyyymmdd.dmp
FULL=Y
GRANTS=Y
INDEXES=Y
ROWS=Y
CONSTRAINTS=Y
LOG= drive:\oradba\admin\dms1\export\DMyyymmdd.log
```

Puis exécutez cette commande dans DOS :

```
exp system/<password> parfile= drive:\oradba\admin\dms1\export\exp_full.par
```

Pour toutes réponses à d'autres questions fréquemment posées, vous pouvez consulter le site internet du SYGADE [www.unctad.org/dmfas](http://www.unctad.org/dmfas), adresser un courrier électronique à : [dmfas@unctad.org](mailto:dmfas@unctad.org), ou téléphoner au (+ 41) 22 907 6291.

## > Sur la viabilité de la dette

Par Luis Foncerrada<sup>1</sup>

*L'article ci-après est extrait d'un exposé présenté par Luis Foncerrada à la quatrième Conférence interrégionale de la CNUCED sur la gestion de la dette, tenue à Genève en novembre 2003. M. Foncerrada y définit la viabilité de la dette comme un mécanisme qui fait intervenir un ensemble de facteurs, étendant ainsi le concept généralisé de sa mesure à partir d'un ensemble d'indicateurs.*

Permettez-moi de développer le concept : un ensemble d'indicateurs a servi à évaluer la viabilité. Ils se fondent sur des restrictions budgétaires et les valeurs actuelles du service de la dette, à savoir, la valeur actuelle du service de la dette comparé à la valeur actuelle des futurs excédents primaires.<sup>2</sup> On a également soutenu que la comparaison des recettes budgétaires avec le service de la dette pourrait être une variante, voire un meilleur indicateur.<sup>3</sup>

L'utilisation de ces indicateurs nous permet d'établir des modèles où nous pouvons mesurer et comparer les variables et leurs rapports décisifs dans le temps. Et je suis persuadé que nous devrions les utiliser systématiquement.

Mais soulignons qu'aussi bons soient-ils, ce ne sont que des indicateurs. Et comme tous les indicateurs sur l'avenir, ils dépendent grandement de projections, et les projections dépendent d'hypothèses. Voilà donc ce qu'ils sont : des indicateurs de la solvabilité probable, de l'éventuelle liquidité et également de la vulnérabilité probable ; des indicateurs, si vous voulez, de l'un des aspects, mais d'un seul, de la viabilité.

Qu'entend-on alors par "viabilité" ? La viabilité n'est pas un simple faisceau d'indicateurs - et certainement pas un synonyme de solvabilité. C'est bien plus que cela.

J'aimerais proposer une perspective différente et vous inviter à l'examiner. En ajoutant d'autres éléments à l'analyse des indicateurs, on améliore tant le concept de viabilité que son évaluation.

Aussi, je dirais ceci : la viabilité est un processus, une série d'actions et de fonctions destinées à soutenir, à maintenir les flux d'endettement, les emprunts et le service de la dette. Il ne s'agit pas seulement d'indicateurs ; c'est un processus.

J'aimerais énumérer les cinq aspects que j'estime déterminants dans ce processus.

### Cadre juridique et structure institutionnelle

La conception, réalisation et amélioration continue d'un cadre juridique satisfaisant et d'une structure institutionnelle efficace pour toutes les fonctions relatives à la gestion de la dette est une condition fondamentale.

<sup>1</sup> Luis Foncerrada est consultant principal (secteur financier, gestion de la dette et finances publiques) à l'université Anahuac del Sur, Mexico.

<sup>2</sup> Voir, par exemple, Chalk N. et Hemming R., "Assessing Fiscal Sustainability in Theory and Practice" (avril 2000); FMI, "Assessing Sustainability" (mai 28, 2002); "Sustainability Assessments - Review of Application and Methodological Refinements" (10 juin 2003); et Dinh H., "Fiscal Solvency and Sustainability in Economic Management", pour ne citer que quelques exemples.

<sup>3</sup> Voir FMI, "The Report on Workshops on Debt Sustainability in Low-Income Countries in Paris, Berlin and Accra in May/June 2003" (juillet 2003).

### Coordination et communication

L'établissement comme pratique institutionnelle d'une coordination et communication permanentes entre le service de gestion de la dette, le budget et les autorités monétaires est aussi essentiel que le cadre juridique et la structure institutionnelle. L'un ne va pas sans l'autre.

### Développement du marché

Rendre la dette viable, c'est aussi, et peut-être principalement, développer et soutenir le marché. La volonté et la capacité de développer les marchés intérieurs sont essentiels au processus. Il est indispensable à cet effet de déterminer et d'appliquer toutes les méthodes disponibles (par exemple recourir aux souscripteurs). Une présence et une analyse en permanence pour suivre le comportement des marchés sont des éléments indispensables à un développement durable.

### Personnel

On ne saurait trop affirmer l'importance des qualifications du personnel. Un choix judicieux et la formation continue des responsables est la seule façon de garantir la solidité des marchés et une saine gestion de la dette. C'est là le point le plus délicat. Le personnel devrait pouvoir faire concorder les besoins d'emprunts avec les financements les mieux pondérés au niveau du risque et être certainement à même de bien saisir les effets des différentes options de financement sur les macrovariables. Il est fondamental de compter sur un personnel attentif, réfléchi et compétent. La récente expérience du Mexique est le résultat indubitable d'un personnel qualifié.

### Outils

Il est indispensable que le personnel utilise les meilleurs outils disponibles (outils techniques et logiciel) aux fins d'effectuer au mieux la planification et le contrôle. La simple et traditionnelle programmation financière, si elle est utilisée de manière systématique et scrupuleuse, peut permettre de faire du très bon travail. C'est ce que nous avons constaté. Ce sera toujours un instrument puissant. La gestion des actifs et passifs et la méthode récemment adoptée pour le bilan peuvent et devraient servir d'importants compléments. Une analyse systématique de la vulnérabilité constituera une aide indéniable et non négligeable. Un bon modèle, assorti d'un groupe valable d'indicateurs, notamment ceux susmentionnés, est indispensable pour évaluer les risques et rassembler des modèles ou systèmes d'alerte rapide.

Récapitulons: la viabilité est un processus vivant. Il s'agit d'une série d'actions et de fonctions qui se déroulent tous les jours dans un cadre juridique et une structure institutionnelle et fonctionnelle bien définis.

La viabilité étant un processus qui est intégré à ces cinq éléments, la question qui se pose alors est de savoir comment l'évaluer. La réponse est simple : nous ne saurions juste comparer les valeurs actuelles du service de la dette et des futurs excédents budgétaires, ce qui ne permettrait d'évaluer que l'un des différents aspects du processus. En



fait, pour obtenir une évaluation précise et sûre de la viabilité réelle de la dette, nous devons évaluer chacun des aspects précités.

Pour chacun d'entre eux, il nous faut établir quelques concepts ou variables bien définis, qui nous aident à déterminer et évaluer, avec la plus grande précision possible, les modalités de la prise de décisions, ainsi que ses échelons et ses résultats. Ainsi, le suivi du marché, de son évolution et l'efficacité de toute mesure peuvent réellement être évalués. La formation du personnel et l'utilisation d'outils techniques et d'un logiciel sur mesure compléteront l'évaluation. La viabilité peut alors être évaluée et finalement atteinte. Par

conséquent, la solvabilité est la réussite d'une gestion judicieuse de la dette. C'est le résultat de la viabilité, le résultat de ce processus.

Politique budgétaire et gestion de la dette ont, finalement, comme nous l'avons constaté dans nos différents pays, de cruciales répercussions sur les salaires réels et l'emploi. Elles influent radicalement sur l'existence de chacun. La viabilité budgétaire comme celle de la dette est un impératif ; maintenir un mécanisme efficace et l'évaluer soigneusement est donc primordial. Parvenir à la viabilité dans tous ces divers aspects est une rude tâche. L'évaluation permet de corriger et d'améliorer le processus.

## > Pour mesurer le fardeau réel de la dette, un nouvel indicateur

Par Kunibert Raffer



*M. Raffer est actuellement professeur associé à la faculté des sciences économiques de l'université de Vienne et associé principal de la New Economics Foundation, Londres (Groupe de réflexion de l'année 2002). Auteur de nombreux documents sur la dette, il a été l'un des experts invités à s'exprimer à la quatrième*

*Conférence interrégionale de la CNUCED sur la gestion de la dette, où il a participé au débat de groupe sur les clauses d'action collective et les mécanismes de réaménagement de la dette. Voici ses réflexions sur l'utilisation des indicateurs de la dette, à propos des débats de la conférence sur la viabilité de la dette.*

Les indicateurs classiques, largement répandus, tels que le ratio du service de la dette (DSR) ou le ratio du service des intérêts (ISR), risquent souvent d'induire en erreur sur le véritable problème de la dette. Quand les paiements effectifs (comptabilité base caisse) sont divisés par les recettes d'exportation, les deux ratios sont bas pour les pays non endettés comme pour les pays fortement endettés, incapables ou peu désireux de rembourser. Moins les débiteurs remboursent - plus le cumul d'arriérés renforce le surendettement - plus bas sont les indicateurs.

Pour résoudre le problème du surendettement caché, j'ai proposé un nouvel indicateur.<sup>4</sup> Le défaut de remboursement et les arriérés étant la cause et le signe patent d'un surendettement, les versements correspondants et tous paiements échus fournissent un indice simple et pratique :

$$0 \leq \text{DSR/DSRd}^* \leq 1$$

DSR est le coefficient de liquidité de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Le dénominateur, DSRd\*, est calculé par l'addition du service de la dette et des paiements échus non effectués. Mon indice est égal à 1 si tous

les paiements sont effectués à l'échéance, à zéro si aucun paiement n'a été effectué. Multiplié par 100, l'indicateur montre les paiements réels en pourcentage du service la dette échu. Il ne pâtit pas de l'ambiguïté des indicateurs classiques. On peut établir, pour le paiement des intérêts, un indicateur analogue (ISR/ISRd\*), qui toutefois est de moindre intérêt.

En théorie, le dénominateur DSRd\*, ou ratio *réel* du service de la dette, devrait comprendre tous les paiements échus, mais non effectués : tous les arriérés (dettes à court terme comprises), intérêts capitalisés, arriérés rééchelonnés pour chaque exercice et nouveaux prêts obtenus aux seules fins de s'acquitter du service de la dette échu ou en arriéré. Malheureusement, ce type de données détaillées ne s'obtient pas facilement. C'est pour cette raison pratique que j'ai dû limiter le DSRd\* aux données publiées par les *World Debt Tables* (aujourd'hui *Global Development Finance*) : essentiellement le DSR plus intérêts capitalisés, rééchelonnements des montants échus ou en arriérés et arriérés des dettes à long terme. Bien qu'il marque un progrès par rapport aux indicateurs traditionnels, ce dénominateur risque encore de sous-estimer le fardeau de la dette.

Néanmoins, mon indicateur qui est fondé sur les données de la BIRD a mis en garde contre le fait que ce qui a été perçu comme la fin de la crise de la dette en Amérique latine traduisait essentiellement une tolérance à l'égard de non paiements d'une ampleur considérable ou de ruptures de contrat. Si les créanciers avaient accepté un volume d'arriérés bien inférieur ou analogue en 1982, il n'y aurait pas eu de crise. Le surendettement, au lieu de disparaître, a sensiblement augmenté depuis les années 80. Le Mexique a remboursé ponctuellement, mais son déficit en compte courant ayant plus que triplé de 1990 à 1992 ne pouvait guère mener à une croissance durable. Présenté à la Conférence de l'association des études de développement (Lancaster, 7-9 septembre 1994), mon document mettait en garde contre l'euphorie générale qui a précédé la "crise tequila", alimentée en outre par de faibles indicateurs de la dette. Les données qui ont servi de base à mes calculs continuent d'être publiés dans *Global Development Finance*. Dénotant la charge réelle de la dette, mon indice pourrait également servir à évaluer convenablement d'autres cas.

<sup>4</sup> Raffer K, " Is the Debt Crisis Largely Over? A Critical Look at the Data of International Financial Institutions. " Dans: Auty RM and Toye J (eds.), *Challenging the Orthodoxies*, Macmillan, Londres & Basingstoke, Macmillan, 1996, p.23 et suivantes.



Atelier conjoint CNUCED/MEFMI sur une introduction aux statistiques de la dette et au SYGADE 5.3, 26-30 avril 2004, Harare (Zimbabwe).

### > Réunions

#### **19-23 mai 2003**

Cours sur les statistiques de la dette extérieure organisé par le département des statistiques du FMI, Brasilia (Brésil)

#### **24-27 septembre 2003**

Conférence de la Banque mondiale sur l'utilisation des technologies de l'information pour la gestion des réserves : défis et perspectives, Rome (Italie).

#### **29 septembre-9 octobre 2003**

Atelier organisé par la CNUCED et le Pôle-Dette sur les fonctionnalités du SYGADE relatives aux états de sortie, Brazzaville (Congo).

#### **6-8 octobre 2003**

Réunion du groupe consultatif de Pôle-Dette, Yaoundé (Cameroun).

#### **10-11 novembre 2003**

Quatrième Conférence interrégionale de la CNUCED sur la gestion de la dette, Genève (Suisse).

#### **12 novembre 2003**

Assemblée générale de l'Association mondiale des bureaux de gestion de la dette, Genève (Suisse).

#### **13-14 novembre 2003**

Quatrième réunion du Groupe consultatif du SYGADE, Genève (Suisse).

#### **26-29 novembre 2003**

13ème Forum mondial de l'OCDE sur les marchés de titres publics et la gestion de la dette publique, Rome (Italie).

### > Ateliers

#### **7-16 juillet 2003**

Atelier (régional) de formation au DSM+, coorganisé par le COMSEC, le MEFMI, la Banque mondiale et la CNUCED, Maseru (Lesotho).

#### **29 septembre -9 octobre 2003**

Atelier régional CNUCED/Pôle-Dette, Brazzaville (Congo).

#### **22-27 novembre 2003**

Atelier régional FMI/BEAC sur les statistiques de la dette extérieure, Yaoundé (Cameroun).

#### **12-14 mars 2004**

Atelier Club de Paris/CNUCED sur la gestion de la dette pour l'Irak, Beyrouth (Liban).

#### **22-26 mars 2004**

Atelier de formation des formateurs au SYGADE 5.3, Genève (Suisse).

#### **29 mars-2 avril 2004**

Atelier de formation des formateurs sur la production d'un bulletin statistique, Genève (Suisse).

#### **19-30 avril 2004**

Atelier régional MEFMI/CNUCED sur les statistiques de la dette, Harare (Zimbabwe).

#### **3-14 mai 2004**

Atelier régional MEFMI/CNUCED sur la viabilité de la dette, Harare (Zimbabwe).

#### **6-7 juillet 2004**

Atelier régional du CESAO sur le renforcement des capacités en matière de gestion de la dette extérieure à l'ère de la mondialisation rapide, Bangkok

#### **12-23 juillet 2004**

Atelier régional du FMI sur les statistiques de la dette extérieure, Vienne (Autriche).

#### **9-13 août 2004**

Atelier MEFMI/CNUCED/Banque mondiale sur la viabilité de la dette, Windhoek (Namibie).

#### **20-24 septembre 2004**

Atelier régional ESCWA/CNUCED sur la gestion de la dette, Beyrouth (Liban).

## > Départs



**M. Gerry Teeling.** Après plus de 17 ans passés au sein du Programme de gestion de la dette - SYGADE, M. Teeling, l'un des ses membres les plus éminents et les plus fidèles, est entré au Service des technologies de l'information et des communications des Nations Unies, à Genève, en qualité de chef de la section informatique des systèmes intégrés de gestion de l'information. D'abord programmeur, puis analyste principal des systèmes

et enfin chef de l'équipe informatique du SYGADE, M. Teeling a été l'élément moteur des versions successives du logiciel du SYGADE. Avec ses collègues de l'équipe informatique, il a fait du SYGADE un système de gestion de la dette à la pointe de la technologie. Véritable boute-en-train, il s'est toujours évertué à faire avancer les choses - à Bogota, Hanoi, Washington... pour ne citer que quelques exemples. Partenaire extraordinaire, il nous manquera beaucoup, mais nous lui souhaitons plein succès dans ses nouvelles responsabilités.

## > Nominations

**M. Marcelo Tricarico.** Après le départ de M. Teeling, M. Tricarico a été nommé coordinateur de systèmes et chef de l'équipe informatique au sein du Programme. Il était auparavant représentant des utilisateurs pour le Programme (voir détails dans INFOSYGADE No. 14). Nous sommes certains qu'aux mains d'un spécialiste très expérimenté et compétent, le système du SYGADE continuera sur de nouvelles lancées.

**M. Balliram Baball,** l'un des experts en gestion de la dette les plus expérimentés du Programme, a intégré l'équipe centrale du SYGADE en novembre 2003. Originaire de Trinité-et-Tobago, où il était chargé de mettre en œuvre le SYGADE, M. Baball a beaucoup travaillé en Asie, en Afrique et aux Caraïbes et a

également contribué à soutenir des organisations régionales, telles que le MEFMI. Depuis 1991, il effectue pour le Programme des missions dans les pays/régions du SYGADE. Conseiller résident du SYGADE au Bangladesh, il a contribué pour beaucoup à soutenir plusieurs autres pays du SYGADE, tels que l'Indonésie, les Philippines et le Viet Nam. Participant actuellement aux tests et à l'implantation de SYGADE 5.3, il joue un rôle essentiel dans l'élaboration d'un module de formation sur la production d'un bulletin statistique sur la dette (voir plus haut l'article à ce sujet).

**M<sup>me</sup> Cecilia Caligiuri.** Ex consultante, M<sup>me</sup> Caligiuri est entrée au Programme comme représentante des utilisateurs en octobre 2003. Elle avait joué un rôle important dans l'installation de SYGADE dans trois provinces de l'Argentine, où elle était chargée de la formation et de l'appui aux utilisateurs. Auparavant, elle était administratrice chargée de la dette au Ministère argentin des finances.

**M. Jaime Delgadillo** est de nouveau consultant et non plus membre de l'équipe centrale. Il continuera de travailler avec le Programme en qualité d'expert principal en gestion et analyse de viabilité de la dette.

**M. François Oyharçabal** a intégré l'équipe du SYGADE en juillet 2003 comme rédacteur technique. Auparavant chef d'une équipe de rédacteurs techniques dans une entreprise de logiciels à Paris, ses compétences dans ce domaine spécialisé sont très appréciées par le Programme. Conjointement avec Mlle Hélène Fabiani, il a réussi la prouesse de rendre la documentation destinée aux utilisateurs de la nouvelle version du logiciel - DMFAS 5.3 - agréable à lire !

**M<sup>me</sup> Patricia Tambuza.** Pour permettre à M<sup>me</sup> Natalie Bois de partir en congé sabbatique, M<sup>me</sup> Tambuza a, de février à juillet, aidé M<sup>me</sup> Ximena Renault à assurer au secrétariat du SYGADE la qualité et l'efficacité de ses services. Ce fut un grand plaisir de compter M<sup>me</sup> Tambuza parmi nous.

## > Consultants du SYGADE

Les consultants ci-après collaborent au programme de gestion de la dette - SYGADE depuis le précédent bulletin (1<sup>er</sup> semestre 2003) :

Nom	Pays
M. Dovi Coco Anthony	Togo
M. Jacques Baert	Chili
M. Enrique Cosio-Pascal	Mexique
M. Khaled Jacob Daher	Liban
M. Jaime Delgadillo	Bolivie
M. Khaled El-Sayed	Egypte
M. Jose Flores	Honduras
M <sup>me</sup> Jacqueline Gomez	Bolivie
M <sup>me</sup> Roula Katergi	Liban
M. Alexander Kovalenko	Fédération de Russie
M. Emilio Natri	Argentine
M. Erwin Schurjin	Argentine

### NOUS RECHERCHONS DES CONSULTANTS

**Le programme de gestion de la dette-SYGADE recherche des consultants de langue française pour ses activités de formation des utilisateurs aux fonctionnalités du SYGADE.**

Pour de plus amples informations, consulter notre site web [www.unctad.org/dmfas](http://www.unctad.org/dmfas).

## > > NOUVELLES DE L'EQUIPE DU SYGADE

### > Personnel du programme SYGADE

Nom	Titre	Tél. (+4122)
Marcelo Abalos	Concepteur de systèmes	917 5858
Fernando Archondo	Expert principal en gestion de la dette	917 1139*
Balliram Baball	Expert principal en gestion de la dette	917 5141
John Barrozo	Programmeur	917 5539
Alain Bodin	Expert principal en gestion de la dette	917 5856
Nathalie Bois**	Secrétaire administrative principale	917 6048
Pål Ivar Børresen	Coordinateur de la formation	917 5917
Maria Cecilia Caligiuri	Représentante des utilisateurs	917 5859
Percy Campuzano	Programmeur	917 1114
Marilyn de Guzman	Analyste de systèmes/Programmeur	917 6291
Vanessa de Thorpe Millard	Expert en formation/communications	917 5557
Hélène Fabiani	Expert en documentation	917 5835
Rubén Darío Guillén Velázquez	Programmeur	917 5653
Manuela Jander	Gestionnaire de projets	917 2741
Raúl Javaloyes	Administrateur de programme associé	917 5573
Andrei Krylov	Administrateur chargé des affaires économiques	917 5931
Ricardo Murillo	Gestionnaire de projets	917 5574
François Oyharçabal	Rédacteur technique	917 2073
Gabor Piski	Gestionnaire de projets	917 4687
Ximena Renault	Secrétaire	917 5852
Philippe Straatman	Chef	917 5845
Marcelo Tricarico	Coordinateur de systèmes	917 5860
Ellen van't Sant	Secrétaire	917 1696
Mark Willis	Gestionnaire de projets	917 6218
Gilberto Zabala-Peña	Spécialiste en systèmes d'information	917 6049

\* +1 202 458 2691 - Washington, D.C., EUA  
\*\* Nathalie a été remplacée par Ximena Renault de février à juillet 2004.

Pour toute correspondance, veuillez vous adresser à :

#### Bulletin SYGADE

Villa le Bocage 116

CNUCED

Palais des Nations

CH-1211 Genève 10

Suisse

Téléphone : + 41 22 907 5924

Télécopieur : + 41 22 907 0045

Adresse électronique : [dmfas@unctad.org](mailto:dmfas@unctad.org)

#### SOS problèmes

Téléphone : + 41 22 907 5924

Télécopieur : + 41 22 907 0045

Page internet : [www.unctad.org/dmfas](http://www.unctad.org/dmfas)

Les principales activités du Programme de gestion de la dette-SYGADE à Genève sont en partie financées par le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Des ressources supplémentaires sont fournies par des donateurs bilatéraux et des pays clients dans le cadre du fonds d'affectation spéciale du SYGADE pour 2002-2005. Parmi les principaux donateurs qui contribuent à ce fonds, il faut citer la Norvège, les Pays-Bas et la Suède.

Le bulletin du SYGADE n'est pas un document officiel. Les opinions exprimées dans les articles sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de la CNUCED ou du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.